

Merci à xandrinho
pour l'autorisation de partager
sa copie sur le site
devenez-fonctionnaire.Fr

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

battre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe ~~interne~~ professionnel ou examen professionnel ⁽¹⁾
Rayer les mentions inutiles

Pour l'emploi de : Personnel de catégorie C

Épreuve n° : 1

Matière : Cas pratique

Date : 05/10/2021

Nombre d'intercalaires supplémentaires : 1

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être
totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel
que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute
autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au
stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement.
Toute autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le
jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation
d'un crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à
l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées
dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la
commission de surveillance.

NOTE / 20
17,25

• PARTIE I :

1) La notion d'intervention de l'Etat dans l'économie est lorsque le gouvernement utilise sa politique budgétaire pour intervenir dans l'économie du pays. Ce fut par exemple le cas après la seconde guerre mondiale lorsque l'Etat nationalise plusieurs grandes entreprises, le développement de la couverture sociale après la crise économique de 1970^{er} est également un exemple.

2) Le Ministère de l'économie, des finances et de la relance a pour principales missions l'exécution de la politique gouvernementale en matière d'économie, de finances, de repression des fraudes, de sociétés...

Il intervient dans la croissance de l'économie française, dans la législation fiscale, la politique monétaire, le soutien aux nouvelles technologies et activités touristiques, ainsi que dans la lutte contre la contrefaçon.

Plusieurs entités sont rattachées au Ministère de l'économie la direction générale du Trésor mène les actions politiques économiques et financières de la France. L'INSEE réalise et diffuse des informations et statistiques économiques, parfois en partenariat avec les collectivités locales. Enfin, la Dge s'occupe de la mise en œuvre des politiques publiques liées à l'économie.

Pour conclure, les priorités en matière de lutte contre la fraude sont la fraude fiscale (personnes ou société échappant à l'impôt), la fraude douanière (contrebande, etc.) ainsi que la fraude liée aux cotisations sociales.

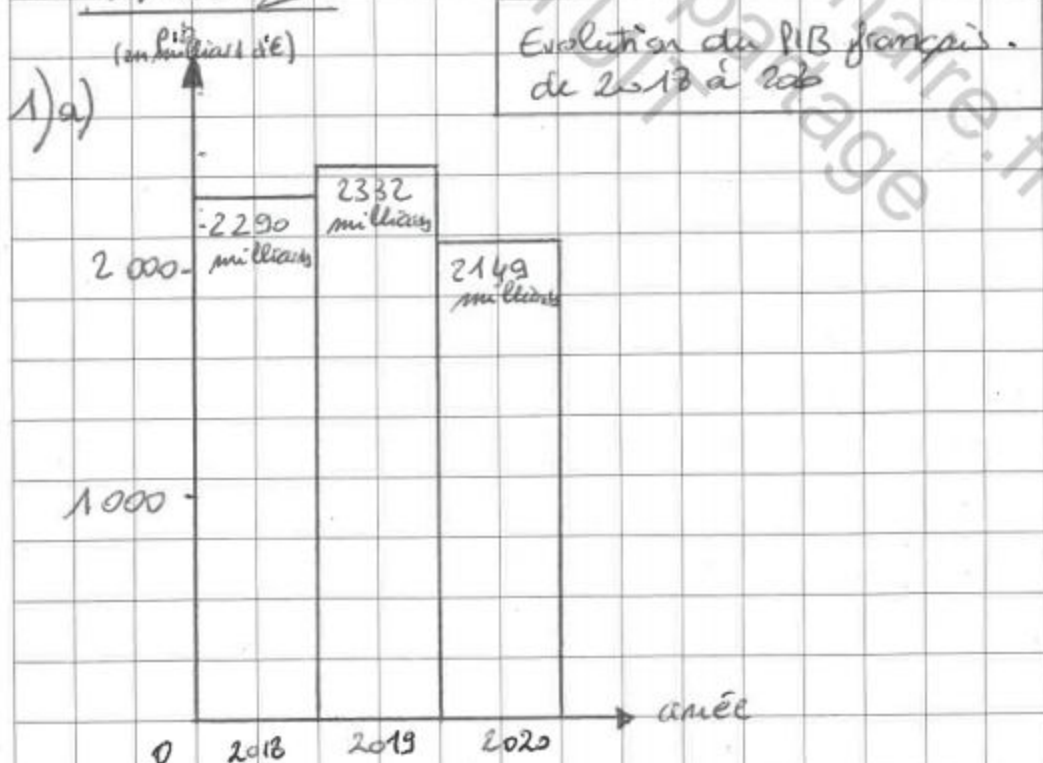
3) En 2020, le gouvernement a déposé un plan de relance économique face à la crise, celui-ci est nommé "France relance". Il s'agit d'une enveloppe de 100 milliards d'euros pour l'investissement des sociétés françaises en matière de transition écologique, compétitivité et cohésion sociale et territoriale.

Le principal objectif de ce plan est de "préparer la France à l'horizon 2030"; c'est à dire de retrouver un niveau d'activité économique similaire d'avant-crise.

Le plan va également permettre aux sociétés de mener à bien leur transition écologique et énergétique.

4) La DGFiP a également pour mission de soutenir les entreprises. Elle a pour rôle d'attribuer un financement pour les entreprises en création, mais également celui d'apporter son soutien aux sociétés en difficulté. Une commission et un comité départemental s'occupe de ces dossiers.

• PARTIE II



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014
Données 2018 et 2019 révisées

b) Depuis plusieurs années, le PIB français est en constante augmentation. Les années 2018 et 2019 font partie de cette progression. C'est à partir de 2020 que le PIB recresse ce qui représente une baisse de 7,8% par rapport à 2019. Le PIB retrouve son niveau de 2014.

$$c) \frac{1699,3 \times 100}{2148,8} = 79,08$$

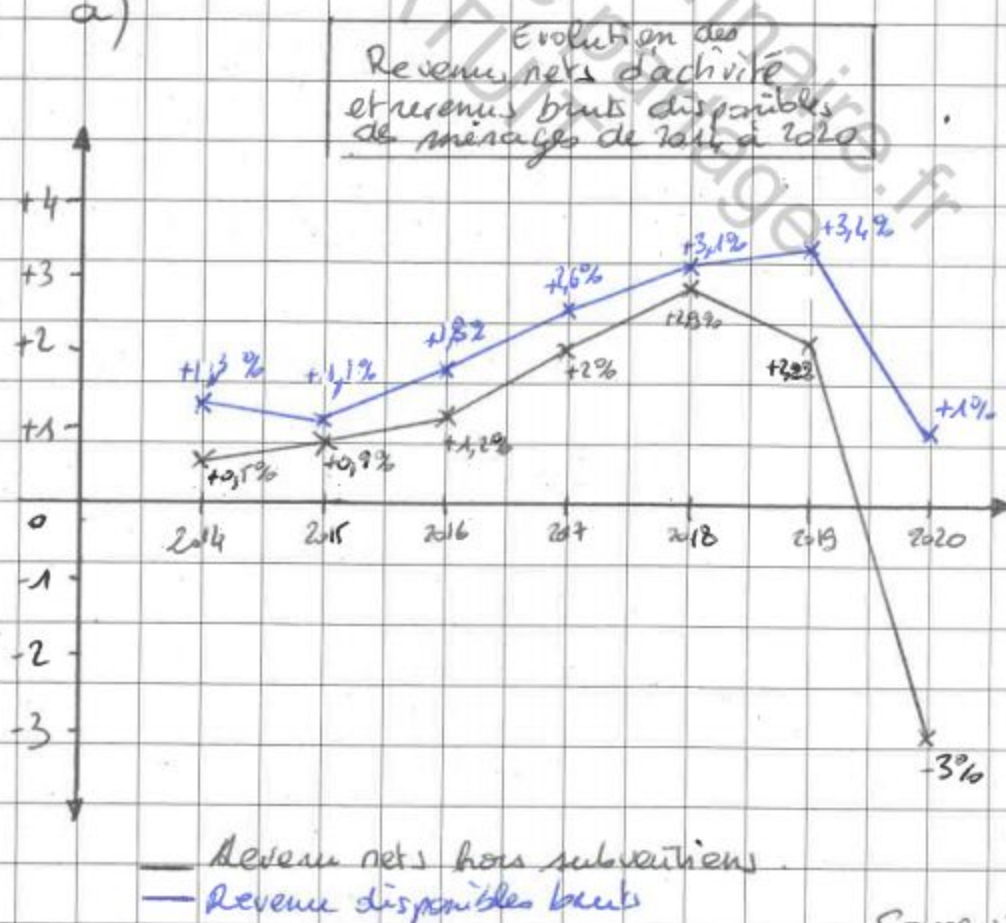
La part représentative des dépenses de consommation finale représente 79,08% du PIB en 2020.

d)

$$\frac{634 - 552,7}{552,7} = 14,71\%$$

Les exportations de biens et services progressent de 14,71% de 2010 à 2020.

2) a)



b) Les revenus nets et revenus bruts de ménage de 2014 à 2018 ont eu une hausse constante. A partir de 2019, ces 2 revenus commencent à baisser pour atteindre -3% en 2020 concernant les revenus bruts de ménage.

3) a) Sur les 2 dernières années, c'est au quatrième trimestre que le taux d'épargne des ménages est le plus élevé (22% observé ; 16% estimé). Les raisons de cette hausse sont multiples, mais la crise sanitaire en est certainement la cause. Les ménages épargnent en prévision d'une crise financière sur le long terme.

b) $205,2 - 129,7 = 75,5$
Les Français ont placé 75,5 milliards d'euros en plus entre la fin 2019 et la fin 2020.

$$\frac{75,5 \times 100}{129,7} = 58,21\%$$

Les Français ont placé 58,21% de plus entre 2019 et 2020.

c) $\frac{705,8 \times 100}{5665,5} = 12\%$

Le numéraire représente 12% de principaux placements financiers des ménages au 4^e trimestre 2020.

$$\frac{1105,8 \times 100}{5665,5} = 20\%$$

Les dépôts bancaires représentent quant à eux 20%.

- d) Depuis la crise sanitaire que le monde traverse, les Français épargnent plus que les années précédentes. Jusqu'à fin 2019, celui-ci stagnait autour de 15%. Il atteint 22% au dernier trimestre 2020. Les actions (cotées, assurance vie...) sont également un placement de choix et préférés de ménages puisque l'ensemble des produits en fonds pousse progressivement de 8%.

1.11 PARTIE REDACTION.

Notre pays doit faire face, depuis le printemps 2020, à une crise sans précédent. La pandémie de la Covid-19 a paralysé l'économie mondiale et continue de perdurer. L'Etat a dû s'engager pleinement dans cette crise, pour de multiples raisons, a mis en œuvre un plan d'action et poursuit ses actions dans le but d'accompagner le tissu économique français.

(I) L'Etat, garant de la santé financière et économique du pays.

Tout d'abord, l'Etat français mène plusieurs batailles ces dernières années, bien avant la crise : celles de la dette et du déficit public. La crise de la Covid-19 est apparue au printemps 2020, et a récemment paralysé l'économie française afin de limiter la propagation des virus et de la hausse de l'épidémie. Cette action, de santé publique, a malheureusement fragilisé le tissu économique français. D'après l'INSEE, le PIB 2019 serait passé de 2332 milliards d'euros à près de 2149 en 2020 (-7,86%) alors qu'il était en constante augmentation ces dernières années (+12,91% entre 2010 et 2019).

Pars ailleurs, le rôle de l'Etat, et plus particulière-
ment celui du ministère de l'économie, des finances et

de la relance a, entre autre, comme objectif la croissance et la compétitivité de l'économie française et le soutien aux activités touristiques, bien avant la crise. Le ministère se doit donc de poursuivre ses missions primaires, d'autant plus que l'un des secteurs les plus touchés est la restauration, mais pas seulement. L'artisanat, les PME / TPE, commerces (...) font également partie de son champ de compétences.

L'Etat doit tout simplement garantir la survie, de l'économie française via toutes les entreprises du pays. Pour cela, il a mis un certain nombre de mesures en place.

II) L'Etat soutien l'économie française face à la crise.

Jusqu'à aujourd'hui, plusieurs actions ont été menées, d'autres sont à venir.

Tout d'abord, afin d'aider au maximum les entreprises françaises, l'Etat a mis en place un fond de solidarité. Il s'agit de prêts garantis par l'Etat auprès des banques, pour les sociétés en difficulté. L'Etat s'engage également à prendre en charge 100% de l'activité partielle des entreprises. Les coûts fixes des grosses sociétés sont également pris en charge à hauteur de 70%. Le fond de solidarité ~~est~~ revient aussi aux entreprises touchées indirectement par la crise. Enfin, l'Etat étend cette aide aux viticulteurs touchés de plus par les sanctions américaines (taxe mise en place par l'Administration Trump).

La DGFiP participe également aux actions de soutien. En effet, elle participe à la commission départementale et régionale d'attribution des aides. La DGFiP intervient également auprès de la commission CCSE et Comité (CODEFI) afin d'apporter son soutien aux entreprises en difficulté.

Enfin, en parallèle de ces aides, le gouvernement

lance son plan de relance économique. Celui-ci est de 100 milliards d'euros étalés sur deux ans. Il est réparti entre 3 axes : la transition écologique (30 milliards d'€), la compétitivité et l'innovation (34 milliards d'€) et la cohésion sociale et territoriale (36 milliards d'€). L'objectif principal de ce dispositif est de retrouver un niveau d'activité d'avant crise d'ici 2022, mais également de "préparer la France à l'horizon 2030, où les enjeux économiques seront différents".

Pour conclure, la crise que le monde et notre pays a connu vient de marquer notre économie. L'État a pu réagir afin de garantir une stabilité économique, même si le PIB est en déclin. Plusieurs actions ont été menées afin de "sauver" notre économie et la société française. D'autres actions, comme le plan de relance, aura des incidences sur le long terme. Cette crise est-elle dernière-nous ?